

« Élus, habitants et agriculteurs : comment renouer le dialogue et coopérer ? »

« Pourquoi aujourd'hui, dans les communes rurales, a-t-on du mal à se parler entre élus, habitants et agriculteurs ? ». C'est en posant clairement la question, que les élus ruraux du réseaux Bruded, ont ouvert leur Rencontre Régionale du 31 janvier à Mauron. Objectif : trouver les moyens de renouer le dialogue pour construire ensemble un développement économique à la fois respectueux de l'écologie et gagnant-gagnant pour toutes les parties.

« Dans les communes rurales, on s'est perdu de vue ». La conférencière Valérie Dahm, journaliste et ingénieur en agriculture, a expliqué les raisons des tensions actuelles, entre agriculteurs et population rurale. « Auparavant, les communes rurales étaient surtout peuplées de « natifs », qui vivaient et travaillaient sur place. Tous se croisaient et échangeaient régulièrement, sur plein de sujets : la famille, la santé, les récoltes... Les occasions de rencontres étaient multiples : professionnelles, commerciales, scolaires, spirituelles, familiales et patrimoniales. On était « de là », on se mariait dans le pays, la famille, n'était jamais bien loin. Les agriculteurs étaient nombreux et chaque famille avait des liens avec ce milieu ».

Après l'exode rural des années 50-60, des vagues de renouveau ont repeuplé les campagnes, avec des populations nouvelles, issues de la ville -ou y ayant séjourné longtemps- : jeunes ménages avec enfants, actifs travaillant en ville, jeunes retraités et touristes. C'est la montée du phénomène de métropolisation, des cités dortoirs et du tourisme rural.

A nouvelles populations, nouvelles demandes

Ces « non-natifs », qui s'installent à la campagne dans des lotissements ou d'anciennes fermes rénovées, sont porteurs d'une culture urbaine, qui va plus ou moins heurter une culture agricole-rurale différente. Les nouveaux venus ont soif de « qualité de vie », exigent les services qu'ils ont connus en ville et réclament un environnement protégé, bucolique et propice aux loisirs. On est loin de la culture agricole-rurale qui valorise plutôt le travail et l'usage économique de l'environnement.

Choc de cultures

Ainsi, les élus des communes rurales vont se retrouver coincer inconfortablement, entre deux cultures différentes. A une culture urbaine qui promeut l'individu et la réalisation de ses aspirations, répond une culture rurale empreinte historiquement de collectif, de solidarité et de « communs ». Les populations ainsi mêlées ne se re-connaissent pas. Les uns évoluent pour la plupart, dans les métiers du service immatériel et du salariat, quand les agriculteurs jonglent avec des biens très matériels et bien vivants, dans un statut d'entrepreneur sans salaire fixe. La culture de l'immédiateté, de la transparence et de l'exigence, héritée du numérique se heurte au « temps long » de l'agriculture : cycles des saisons, des cultures, des animaux...

Les agriculteurs sont devenus des inconnus

Aussi, quand les nouveaux habitants vont exiger de l'agriculture qu'elle mute vers des systèmes plus écologiques, c'est avec une certaine forme d'impatience, mue par une méconnaissance des contraintes agricoles. Il est vrai qu'en cinquante ans, l'agriculture est devenue une parfaite inconnue ! Nous avons à faire, aujourd'hui, aux 1eres générations n'ayant aucun lien avec l'agriculture. Pa même un cousin éloigné ou des grands-parents sur une ferme que l'on rejoint quelques temps en été...

Des exploitations peu flexibles

Qui aujourd'hui, côtoie les agriculteurs devenus extrêmement minoritaires dans les campagnes ? De 35% de la population active en 1946, ils sont moins de 3% aujourd'hui ! Personne ne sait plus que les exploitations agricoles sont des entreprises peu flexibles, avec des bâtiments en dur, des équipements et des cheptels qui mobilisent de forts capitaux, et qu'on ne fait pas muter en un claquement de doigt. Qui se rappelle qu'il faut faire avec des contraintes naturelles fortes (sols, climat) et un temps long (cycle des cultures, des animaux), aspects devenus totalement étrangers à une population urbaine, mais néanmoins et légitimement soucieuse de son alimentation et de son environnement.

« Pourquoi ne passent-ils pas tous en bio ? »

L'aspiration à des systèmes agricoles plus vertueux vis-à-vis de l'environnement est vive et légitime. Nos estomacs désormais bien remplis, nous voulons plus : des aliments, de l'air, de l'eau et des sols plus propres. Pour la santé de tous et pour la survie de notre planète Terre. Un temps repoussée d'un revers de la main, par une corporation agricole qui s'est -trop- repliée sur elle-même et -malheureusement- éloignée des préoccupations citoyennes, la demande sociétale actuelle est aujourd'hui entendue par le monde agricole. Entendue, mais pas forcément mise en œuvre telle que souhaitée par la société !

Compliqué et risqué

Si on sait qu'une mutation de l'agriculture vers des systèmes plus autonomes, économes et vertueux est possible, en revanche, les chemins pour y arriver sont multiples et complexes. Il n'y a pas de solution miracle, pas de voie unique malheureusement. A chaque ferme selon ses sols, son parcellaire plus ou moins bien fichu, son climat, ses productions... et le niveau de technicité de son exploitant. Aller vers le bio ou des systèmes moins consommateurs d'intrants réclame technicité, formation et une bonne dose de patience, tans les aléas liés à la nature sont menaçants.

L'agriculture innove

L'agriculture saura évoluer, puisqu'elle ne cesse de le faire depuis plus de 50 ans, période qui a vu la plus forte révolution de l'histoire agricole. On lui a ordonné après-guerre, l'auto-suffisance alimentaire. Pari gagné quelques décennies plus tard. Alors qu'en 1936 un agriculteur nourrissait 10 personnes, il en nourrit 60 en 2010 ! Tout cela a pu se jouer grâce à l'agrandissement des fermes, le recours à des intrants chimiques, une forte sélection génétique des cultures et des animaux... Alors que dans le même temps, la main-d'œuvre fuyait les fermes, la productivité agricole a explosé, s'appuyant sur une mécanisation toujours plus performante. Revers de la médaille : une perte en autonomie et un recours à la chimie, dont on souffre de nos jours.

Où est l'accompagnement au changement ?

Aujourd'hui, grâce aux travaux de la recherche et de multiples expérimentations, on sait produire beaucoup avec moins d'intrants chimiques. Mais les risques de décrochage de rendements sont réels certaines années climatique- ce qui freine de nombreux agriculteurs- On le sait peu, mais le niveau de technicité pour mettre en place des systèmes plus vertueux est élevé, et n'est pas à la portée de tous. Il faut savoir mixer de nombreux leviers techniques, agronomiques, culturels, zootechniques qui ne sont pas forcément simples, ni connus des agriculteurs en place. Un double accompagnement serait nécessaire : formation et contrepartie financière pour absorber les risques. Où sont ces appuis actuellement ? Que prévoit la future PAC, par exemple ? Les élus municipaux ne pourront pas palier à tous ces leviers, certains sont européens ou nationaux. Mais les repérer peut permettre d'appuyer en leur faveur...

Injonctions contradictoires

Autre frein : la main d'œuvre agricole. La mutation vers des systèmes plus respectueux de l'environnement passe souvent par un besoin accru en main d'œuvre, qu'il s'agisse de maraichage ou de grandes cultures (céréales, maïs, protéagineux...). Se débarrasser des mauvaises herbes se fait beaucoup plus vite en passant le pulvérisateur qu'en optant pour un désherbage mécanique, lequel exige des passages plus nombreux et occasionne un cout supplémentaire. Qui changerait pour un système plus gourmand en temps s'il n'est pas payé pour cela ? Ce frein aux évolutions de pratique reste

très méconnu des consommateurs. Il fait partie des injonctions contradictoires que les agriculteurs disent supporter de plus en plus mal...

Et ces injonctions contradictoires leur paraissent insolubles. « Quand on nous demande des aliments de meilleure qualité et plus propres... mais pas plus chers ! ». Quand il faut faire évoluer les systèmes d'exploitation, souvent plus exigeant en main-d'œuvre... mais que personne ne veut plus s'engager -ou orienter ses enfants - dans ce métier ! Quand on loue les agriculteurs bio... et jamais ceux qui ont entamé des efforts vers des démarches plus vertueuses »...

Demande sociétale (enfin) entendue

C'est un fait, les agriculteurs, trop longtemps sourds ou enfermés dans leur corporation, ont aujourd'hui entendu les attentes sociétales, en matière d'alimentation, d'eau, d'air et de sols plus propres. Y répondront-ils ? Pas tous. Une partie n'est plus motivée pour changer : ils sont en fin de carrière et usés (ils sont nombreux dans ce cas). Il y a ceux qui attendent le dernier moment - qu'un couperet administratif tombe -. Et puis beaucoup d'autres s'interrogent, ont commencé à évoluer, hésitent : il y a de vraies difficultés techniques et structurelles (foncier inadapté par exemple) et la peur de se rater techniquement, donc de perdre du revenu. Il faudrait pouvoir les comptabiliser, tous ceux qui ont entamé une démarche d'évolution vers des systèmes plus vertueux. C'est souvent pas à pas, long, incomplet et surtout totalement invisible aux yeux des habitants et les élus. Donc très ingrat. Echanger davantage entre les différentes parties prenantes permettrait bien sûr, de se comprendre, d'encourager.

Prisonniers

Sans rencontres réelles et construites entre agriculteurs, élus et population, si ce n'est quelques échanges de bout de champs plus ou moins courtois, l'énervement est souvent à fleur de peau, d'un côté comme de l'autre. Absents des conseils municipaux et de bien des structures citoyennes désormais, les agriculteurs interpellés en bout de champs ou dans les médias, ont le sentiment de servir de bouc-émissaires, à la place de filières agro-alimentaires puissantes, qui détiennent la clé de leur rémunération. Prisonniers d'un agrobusiness et de lobbyings forts, soumis à une PAC productiviste, les agriculteurs trouvent injustes qu'on vienne les interpellier en bout de champ quand ils sortent leur pulvérisateur ou leur tonne à lisier. A qui la faute ? Ce sont les seuls présents physiquement sur le terrain, au bout des lotissements.

Le grand écart des élus

Pris en étau entre des habitants et des agriculteurs aux habitudes et cultures différentes, les élus des communes rurales font le grand écart. Pourtant, nombreux à Bruded sont ceux qui souhaitent renouer des liens pour bâtir l'avenir ensemble. Ce ne sera pas facile, mais c'est possible. Certes, la question des pesticides, hautement inflammable, a généré un cran de tension supplémentaire ces derniers temps, comme l'ont fait remarquer des participants à la Rencontre Régionale.

Mais des missions communes attendent pourtant les uns et les autres : épandage des boues de station d'épuration, développement d'une alimentation locale, de matériaux biosourcés (chanvre, bois, paille...), production d'énergies renouvelables (bois, photovoltaïque, méthanisation, éolien), pédagogie autour du vivant (plantes, sols, animaux), emplois agricoles. Autant de projets d'avenir à coconstruire.

Les élus Bruded veulent s'appuyer sur l'intelligence collective

Pragmatiques, motivés et ouverts à l'intelligence collective, les élus de Bruded réunis lors de la rencontre régionale du 31 janvier, ont réaffirmé leur volonté de recréer des lieux de rencontres et de dialogue avec le monde agricole. Les éléments apportés lors de la conférence ont renforcé le besoin de renouer avec le temps long, de conforter les échanges et la proximité au niveau communal.

« Trouver les bons interlocuteurs ne va pas être facile, il faut restaurer la confiance ». Certains maires ruraux et élus Bruded, ont déjà mis en place de belles co-constructions et ont pu en témoigner ce jour-là. Tout reste possible, mais il faut faire vite, face à une population agricole qui se réduit à peau de chagrin.

Valérie Dahm